

Accords de libre-échange à Bruxelles : les agriculteurs poignardés dans le dos

écrit par Pierre Duriot | 6 mars 2024



Devant la préfecture de Marseille, un drapeau européen est planté sur un tas de fumier, symbole de la colère des agriculteurs contre Bruxelles et ses accords de libre-échange. (Frederic Munsch/SIPA)



Devant la préfecture de Marseille, un drapeau européen est planté sur un tas de fumier, symbole de la colère des agriculteurs contre Bruxelles et ses accords de libre-échange. (Frederic Munsch/SIPA)

Alors que se termine un salon de l'agriculture marqué par les revendications des paysans et des assauts d'amabilité du gouvernement, qui a osé dire tout haut qu'il prenait soin des agriculteurs et avait conscience que la production de nourriture devait être un axe majeur de la souveraineté nationale, **ce même gouvernement vote à Bruxelles, des accords de libre échange susceptibles de liquider un peu plus le nombre d'exploitations. Ceci en France et à l'étranger**, sachant que la colère agricole est partout, en Espagne, Italie, Pays-bas... **Dans ce dernier pays, le gouvernement entend en passer par un rachat quasi-forcé d'exploitations, pour les faire fermer, au nom de l'écologie.**

Le premier accord voté supprime les droits de douane et les quotas pour les produits kényans entrant sur le marché européen. En retour, le Kenya doit ouvrir son marché à 82,6 % des importations de l'UE d'ici 15 ans. Conditionné quand même à des normes sanitaires et phytosanitaires, réévaluées tous les cinq ans, il prévoit un élargissement progressif vers de nombreux autres domaines, comme les services et les

investissements. Il se trouve justement que le Kenya envoie principalement chez nous des produits agricoles, pour 1,2 milliard d'euros de légumes, de fruits et de fleurs. Ces fleurs sont déjà produites par de grands groupes hollandais implantés sur place. Sachant que le Kenya vise une montée en puissance sur des produits plus complexes, à moindre coût évidemment. **L'Europe place en retour ses produits chimiques et ses machines, principalement allemands.**

Avec le Chili, même topo sur la suppression des droits de douane, ce qui nous garantit des milliers de tonnes de viande, de fruits et légumes, d'huile d'olive et de nombreux produits agricoles qui entreront là encore, en concurrence déloyale avec les produits européens. **En échange, les grands groupes miniers européens pourront aller gratter la terre pour en prélever du lithium et du cuivre, dont le Chili est un important producteur.** Ceci au nom d'une transition écologique vers la voiture électrique, dont les ventes sont en baisse partout dans le monde.

C'est à dire que les envolées lyriques, les prix planchers, les déclarations d'intention d'Attal, Macron et consorts ne sont qu'un affichage, histoire de masquer la réalité des tractations et de gagner du temps. **La volonté vraie, comme nous l'écrivions au Rassemblement du Peuple Français, est bien de liquider les filières agricoles européennes, sur l'autel écologique qui n'est plus porté que par quelques idéologues hystériques et qui sert de motif pour ruiner les sociétés européennes. Moins manger, moins se chauffer, moins se déplacer, voilà le dessein que nous réserve l'Union : nous rendre pauvres pour nous rendre écolos : nous n'aurons tout simplement plus les moyens d'avoir une activité « polluante ».** « Vous ne posséderez plus rien et vous serez heureux », explique la maxime davosienne, pour la première partie, on y vient, pour la seconde, rien n'est moins sûr. A travers ces accords, l'Europe poursuit son objectif de liquidation de ses activités hors grands groupes

transnationaux, liquide les souverainetés des tous ordres et développe une logorrhée, reprise sous forme d'éléments de langage, pour expliquer qu'elle prend soin de ses populations. **Qui peut penser qu'une population appauvrie se tournera vers des produits nationaux hors de prix pour subsister ?**

Et cette technique, qui consiste à expliquer l'exact contraire de ce que l'on fait en pratique, est la marque particulière de la Macronie, dans tous les domaines : l'école, la santé, l'industrie, les transports. Elle liquide tout et raconte qu'elle préserve, comment tant d'électeurs font-ils pour ne pas s'en apercevoir ?

Chez les Gaullistes, notre credo est justement celui des souverainetés, en particulier alimentaire et il y a urgence à mettre fin à l'espèce de dilution des nations à marche forcée. Les groupes de la majorité, qui n'en est pas une, ont été quasi unanimes. Les eurodéputés macronistes de Renaissance, mais aussi ceux du MoDem de Bayrou et d'Horizons, de Philippe, ont voté ces accords. Comme quoi, voter Philippe pour ne pas voter Macron, revient à voter Macron. Chez les autres groupes parlementaires, on retrouve des voix « pour » au RN, chez les LR, chez Zemmour et les écologistes, sans qu'elles ne représentent toutefois l'intégralité des groupes. Il y a bien un immense décalage entre les discours au salon et les actes.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.